

Message au Conseil : il faut adopter rapidement votre position sur l'ensemble de la réforme des autorités européennes de supervision

Mardi 15 janvier 2019

Lettre à la présidence roumaine



Mr Eugen Orlando Teodorovici
ECOFIN Chair
Council of the European Union
Rue de la Loi 175
B-1048 Bruxelles
Belgique

Strasbourg, 15 January 2019

Subject: Review of the European System of Financial Supervision (ESFS)

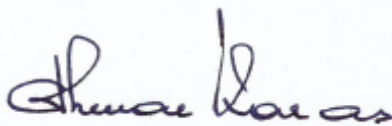
Dear Chair,

As you are well aware, on 10 January 2019, the European Parliament's Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON) adopted with a vast majority its position on the full ESFS review legislative package, based on the European Commission's proposals from 20 September 2017 and 12 September 2018, respectively. At the same time, ECON also gave a strong mandate to the negotiating team to enter into interinstitutional negotiations with the Council on this legislative package.

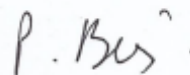
It is of high importance to revise the competences, governance and financing of the European Supervisory Authorities (ESAs) and to protect the financial system from money-laundering risks. Given that the end of the current 8th legislature is near with the 9th direct elections to the European Parliament in May 2019, we urge you to adopt as soon as possible the position of the Council on the whole legislative package to allow the start of the interinstitutional negotiations.

Counting on the spirit of cooperation in good faith that should prevail in the interest of the Union, we, as Co-Rapporteurs of the European Parliament, remain at your disposal to discuss the state of the play and the way forward with you at your earliest convenience.

Yours sincerely,



Othmar Karas



Pervenche Berès

(AE) FINANCES: les rapporteurs au PE demandent au Conseil d'adopter rapidement sa position sur l'ensemble de la réforme des autorités européennes de supervision

Bruxelles, 16/01/2019 (Agence Europe) – Les rapporteurs au Parlement européen, Pervenche Berès (S&D, française) et Othmar Karas (PPE, autrichien), ont envoyé, mardi 15 janvier, une lettre à la Présidence roumaine du Conseil de l'UE, lui demandant de parvenir au plus vite à une approche générale sur la réforme des trois autorités européennes de supervision financière.

« Étant donné que la fin de la 8e législature actuelle approche [...] nous vous demandons instamment d'adopter dès que possible la position du Conseil sur l'ensemble du paquet législatif afin de permettre le lancement des négociations interinstitutionnelles », écrivent-ils.

Les deux eurodéputés s'opposent en effet à une entrée en négociation avec le Conseil uniquement sur la partie liée aux nouvelles compétences de l'Autorité bancaire européenne en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, pour laquelle le Conseil a adopté, fin décembre, une approche générale partielle.

Pourtant, c'est bien dans cette voie que le Conseil souhaite se diriger. En groupe de travail sur les services financiers, le 11 janvier dernier, la Présidence roumaine aurait reçu un large soutien de la part des délégations pour séparer le volet 'blanchiment d'argent' du reste de la réforme, pour laquelle les États membres ne sont pas encore prêts à négocier avec le PE. Mercredi 16 janvier, les ambassadeurs des États membres auprès de l'UE (Coreper) ont décidé d'inscrire le sujet à l'ordre du jour du Conseil 'Ecofin' du 22 janvier afin d'obtenir un accord politique pour procéder de cette façon. Cet accord devrait ensuite être formalisé en séparant effectivement les textes et recevoir à nouveau l'aval du Coreper.

Cette décision découle de « l'urgence de la lutte anti-blanchiment d'argent, ainsi que de l'intention de la Présidence de concentrer ses efforts et ses ressources sur les dossiers où les négociations ont des chances réalistes d'aboutir au cours de la législature actuelle », justifie Bucarest dans une note datée du 14 janvier.

La balle est maintenant dans le camp du PE qui devra décider, avant le vote des rapports de Mme Berès et M. Karas en session plénière, s'il souhaite ou non lancer les 'trilogues' uniquement sur cette partie. (Marion Fontana)